

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'aménagement et des transports Île-de-France (D.R.I.E.A.T) - Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF)

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Madame la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le Préfet de la Région Île-de-France n° IDF-2023-04-19-00003 du 19 avril 2023

Objet du marché

Entretien et maintenance des équipements d'assainissement du réseau routier national non concédé relevant de l'arrondissement gestion exploitation de la route Est (AGER Est) de la DIRIF

Remise des offres

Date limite de réception : _____ (heure locale de l'adresse du RPA)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Pages

Table des matières

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1-1. Objet du marché.....	4
1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications.....	4
1-3. Point de départ du délai d'exécution du bon de commande.....	6
1-4. Passation des commandes.....	6
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	7
1-6. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion.....	7
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	9
1-8. Dispositions générales.....	9
1-9. Ordres de service.....	13
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	13
2-1. Pièces particulières.....	13
2-2. Pièces générales.....	14
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	14
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	14
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	14
3-3. Variation dans les prix.....	16
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	18
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHE ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	18
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	18
4-2. Pénalités et retenues.....	19
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	20
5-1. Retenue de garantie.....	20
5-2. Avances.....	20
ARTICLE 6. QUALITE, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	21
ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXECUTION DU MARCHE.....	21
7-1. Période de préparation.....	21
7-2. Programme d'exécution.....	21
7-3. Conditions d'exécution.....	22
7-4. Conditions d'intervention.....	23
7-5. Formation.....	23
7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	23
ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....	23
8-1. Essais et contrôles des prestations.....	23
8-2. Réception.....	23
8-3. Documents fournis après exécution.....	24
8-4. Garantie(s).....	24
ARTICLE 9. RÉSILIATION.....	25
ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	25

10-1. Publics visés et volume horaire d’insertion à réaliser.....	26
10-2. Volume d’heures réservé à l’insertion pour l’exécution du marché.....	26
10-3. Les modalités de l’insertion.....	26
10-4. Le suivi et l’évaluation de l’action d’insertion.....	27
ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	27

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Les prestations, objet du présent marché, concernent l'entretien et la maintenance des équipements d'assainissement du réseau routier national non concédé, géré par l'arrondissement gestion exploitation de la route Est (AGER Est) de la DIRIF

La consultation couvre également les interventions curatives en urgence de ses installations.

Les services opérationnels de la DIRIF qui auront l'usage de ce marché sont implantés sur les sites dont les coordonnées figurent dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les prestations seront exécutées sur le réseau routier national non concédé, géré par l'arrondissement gestion exploitation de la route Est (AGER Est) de la DIRIF situé dans les départements de Seine et Marne, du Val-de Marne et de l'Oise.

Dispositions générales/Normes

Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable est le CCAG - fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications

1-2.1. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RPA auprès du titulaire :

- Le chef d'arrondissement ou de service pour assumer les fonctions suivantes :
- le responsable du Bureau de Gestion et Administration de la Route Est pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend

donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;

- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG) ;
- d) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- e) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire.
- f) Réception de la demande de paiement (article 11.6 du CCAG) ;
- g) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- h) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
 - Les responsables des Unités d'Exploitation (ou leurs adjoints) de l'arrondissement de gestion exploitation de la route Est (AGER Est) de la DIRIF pour assumer les fonctions suivantes :
- i) Établissement et envoi des bons de commande ;
- j) Organisation des réunions nécessaires à la réalisation des prestations ;
- k) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 27 à 29 du CCAG).

1-2.2. Maîtrise d'œuvre

La fonction de maîtrise d'œuvre est assurée par les Unités d'Exploitation de la Route Est de la Direction Interdépartementale des Routes d'Île-de-France.

1-2.3. Notification des décisions

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui sera utilisée pour les notifications, est celle mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commence(nt) à courir dès l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

1-3. Point de départ du délai d'exécution du bon de commande

Le bon de commande précise les conditions d'exécution et en particulier la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RPA pour commencer l'exécution de celui-ci.

1-4. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par les responsables d'unité ou leurs représentants :

Le chef d'Arrondissement de Gestion et d'Exploitation de la Route (AGER) ou ses représentants ayant délégation de signature.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8h00 au vendredi 12h00. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum d'une journée par renvoi du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique au pouvoir adjudicateur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précise :

- La référence du marché et le numéro du bon de commande ;
- L'identification de l'UER ou du CEI gestionnaire et le nom du correspondant ;
- Le numéro de l'engagement juridique ;
- Le numéro de SIRET de l'État ;
- La désignation des prestations et leur correspondance avec le libellé, le prix et le numéro du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- La quantité par numéro de prix ;
- Le montant HT par numéro de prix et le montant HT par série de prix ;
- Les délais de livraison ;
- Les lieux de livraison ;
- Les conditions éventuelles d'exécution ;
- Les conditions de facturation ;

- Le montant total HT, le montant de la TVA, et le montant TTC du bon de commande.

Le titulaire devra fournir un numéro où le titulaire sera joignable à tout moment.

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Les prestations seront réalisées de jour ou de nuit selon les conditions fixées à la commande.

Le titulaire dispose d'un délai de 8 jours à compter de la réception de la commande pour formuler par écrit ses observations éventuelles au signataire du bon de commande.

Nota : En l'absence de bon de commande l'entreprise n'est pas autorisée à intervenir (hors interventions d'urgence).

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

1-6. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion

1-6.1. Mesures de sécurité

Sans objet.

1-6.2. Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense"

Sans objet.

1-6.3. Obligation de discrétion

Sans objet.

1-6.4. RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-2.6 du présent CCAP.

Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à INITIATIVES77.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

INITIATIVES77 est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2035 inclus (soit pendant 10 ans).

Durant cette période, INITIATIVES77 met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant,
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de INITIATIVES77 et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable.

Ces organismes et Initiatives77 s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant Initiatives77 :

49/51 avenue Thiers

77 000 MELUN

RGPD@initiatives77.org.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

1-7. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-8. Dispositions générales

1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies aux articles 38 à 45 du CCAG.

1-8.2. Dispositif de vigilance (article D8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le ministère, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

1-8.3. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.3.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail.

Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.3.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :

- les salariés détachés par ses soins,
- les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
- ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG.

1-8.4. Assurances

1-8.4.1. Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-8.4.2. Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

1-8.4.3. Assurances de responsabilité civile décennale

Le titulaire du marché déclare être titulaire d'une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'imposer la souscription ou de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

1-8.4.4. Dispositions communes

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, le titulaire doit fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il doit adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de sa mission. Sur simple demande

du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit justifier à tout moment du paiement de ses primes ainsi que de celles de ses sous-traitants.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.).

Le titulaire qui met en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-8.5. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.4. ci-dessus.

1-8.6. Clauses sociales et environnementales

1-8.6.1. Clauses sociales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 10 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

1-8.6.2. Clauses environnementales

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions suivantes relatives à la protection de l'environnement et à la gestion durable des interventions.

- Gestion des déchets et matériaux

Tri, stockage sécurisé et évacuation des déchets vers des filières agréées, avec interdiction de tout abandon ou brûlage sur site. Fourniture des bordereaux de suivi des déchets.

- Utilisation de produits et matériels respectueux de l'environnement

Utilisation de produits à faible impact environnemental, interdiction des substances toxiques.

Matériel conforme aux normes antipollution, entretien régulier et optimisation des consommations énergétiques.

- Organisation des chantiers

Réduction des nuisances (bruit, poussières), mesures anti-poussières.

- Gestion des eaux sur chantiers

Prévention des rejets polluants, mise en place de dispositifs de récupération et d'évacuation selon la réglementation. Surveillance et intervention rapide en cas de pollution.

1-9. Ordres de service

L'ordre de service est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, pendant la durée totale du marché, d'intégrer des prix nouveaux, notifiés au titulaire par ordre de service. Ces prix seront par la suite contractualisés par avenant.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2-1. Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**);
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le bordereau des prix unitaire (BPU) ;
- Le guide pour l'établissement d'un plan de prévention et ses annexes ;
- Le Cahier des Consignes Générales de Sécurité sur le réseau de l'AGER Est ;
- Le mémoire technique.

2-2. Pièces générales

- *Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Économie en date du 30 mars 2021;*

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3-2.2. Règlement

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix du bordereau des prix.

3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché

Pour chaque commande, le titulaire dépose sur la plate-forme en vigueur (actuellement CHORUS PRO) la facture via les paramètres qui lui auront été transmis lors de la commande, à savoir :

- Code SIRET de l'État ;
- Référence du service exécutant ;
- Numéro de l'EJ.

La dépose de la facture se fera une fois les prestations et les rapports validés.

Toutes factures déposées sans validation de la réception de la prestation pourra faire l'objet d'un rejet ou d'une suspension de paiement.

Chaque commande est réglée indépendamment des autres prestations conformément à l'article 3-2.4 du présent CCAP.

Le montant des sommes dues pour chaque bon de commande sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur.

Il n'y a pas de décompte style marché travaux.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des textes suivants :

- Ordonnance n°2014-697 du 26/06/2014 relative au développement de la facturation électronique ;
- Décret n°2016-1478 du 02/11/2016 relatif au développement de la facturation électronique ;
- Arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Les factures sont transmises par voie dématérialisée. Les réglementations ci-dessous s'appliqueront même pour les micro-entreprises.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'Etat
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

3-2-4.2 Modalités de paiement - Intérêts moratoires

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-2.5. Avance

Le titulaire devra présenter une facture pour le montant de l'avance.

Le titulaire devra pour les autres factures de la prestation prendre en compte la gestion du remboursement de l'avance.

3-2.6. Pénalités

Si les conditions d'application d'une pénalité sont réunies, le titulaire devra inclure cette pénalité sur la facture.

3-2.7. Sous-traitance

Le titulaire doit faire apparaître sur la facture la part du sous-traitant.

Le sous-traitant doit déposer dans les mêmes conditions que le titulaire sa facture de manière dématérialisée.

3-2.8. Approvisionnements

Il n'est pas prévu de versement d'acomptes pour approvisionnements.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-3.1. Révision

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCAP.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

TP10f « Canalisations, assainissement et d'adduction d'eau avec fourniture de tuyaux multi-matériaux »

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE ;
- au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP ;

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le BPU est révisé annuellement par le titulaire en application de la formule décrite ci-dessous.

Le titulaire doit transmettre le BPU actualisé sous format informatique modifiable et support non modifiable (format papier ou informatique avec signature certifiée). Le RPA dispose de 2 semaines pour accepter le BPU et le notifier.

Le titulaire doit adresser un bordereau des prix actualisé au maître d’ouvrage un mois avant la date anniversaire du marché **à l’adresse suivante :**

comptabilite.bgar.dirif@developpement-durable.gouv.fr.

Dans l’hypothèse où le titulaire ne fait pas connaître sa proposition de révision de prix à la date prévue et sans que l’acheteur ne soit tenu de le relancer, les prix sont réputés reconduits pour la période suivante. Cependant, si la révision est négative, le représentant de l’acheteur se réserve le droit de l’appliquer d’office.

Pour la période ferme, il n’y a pas de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = (I_{n-3} / I_0)$$

avec : I_0 = Valeur de l’index de référence I prise au mois zéro d’établissement des prix;

I_{n-3} = Valeur de l’index de référence I prise à la date de la reconduction moins 3 mois.

Sur la durée maximale du marché, la valeur de l’index se calcule ainsi :

Période	Valeur de l’index à prendre en compte
Période ferme	I_{n-3} / I_{0-3} = Pas de révision
Reconduction n°1	I_{n-3} = Valeur de l’index I prise à la date de reconduction moins 3 mois
Reconduction n°2	I_{n-3} = Valeur de l’index I prise à la date de reconduction moins 3 mois
Reconduction n°3	I_{n-3} = Valeur de l’index I prise à la date de reconduction moins 3 mois

Par dérogation à l’article 10-2-2 du CCAG, en cas de reconduction du présent accord-cadre, les prix révisés sont applicables aux bons de commande notifiés au titulaire postérieurement à la date de reconduction.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés

hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

- Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :
 - le sous-traitant transmet via CHORUS PRO, avec les mêmes informations (n° EJ, Service exécutant, SIRET État) que le titulaire, la facture pour les prestations relevant de son périmètre, les constats et la demande de paiement du titulaire. Les factures devront être validées par le titulaire.
 - la facture émise par le sous-traitant intègre le cas échéant, la gestion du remboursement de son avance.

Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité.

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

Les spécifications de variation des prix de l'article 3 du CCAP s'appliquent aux sous-traitants.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHE ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités et retenues

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-2.1. Pénalités pour retard de livraison ou d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités pour retard de livraison sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire. Pour chaque jour de retard de livraison constaté par le représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire subit, des pénalités pour retard, calculées en fonction du montant de la commande et des jours de retard de livraison ($P = V \times R / 1000$, représentant 1 % du montant de la commande par jour de retard), conformément à l'article 14-1-1 du CCAG.

La date de la livraison sera indiquée sur le bon de commande, elle sera estimée par le représentant du pouvoir adjudicateur en fonction de la commande à fournir, en accord avec l'entreprise titulaire du marché (le délai de livraison ne peut être supérieur à 1 mois de la date de la commande).

4-2.2. Indemnité pour annulation de chantier

Dans le cadre d'une intervention programmée où une entreprise conformément à la volonté du Maître d'œuvre, se rend sur site et que par la faute du Maître d'œuvre, le chantier ne peut finalement s'exécuter, le Maître d'œuvre prévoit de verser une indemnité forfaitaire au titulaire.

Les délais de prévenance, dont le non-respect par le Maître d'œuvre implique l'application de cette indemnité, sont :

- La veille avant 16h00, pour les interventions programmées de jour, les heures de jour étant entre 9h00 et 17h00.
- Le jour même de la nuit convenue avant midi, pour les interventions programmées de nuit, les heures de nuit étant entre 22h00 et 5h00.

Le montant de cette indemnité sera de 2 000 € pour les interventions de jour et de 4 000 € pour les interventions de nuit.

4-2.3. Pénalités pour Dépassement du délai d'intervention d'Urgence

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Il sera fait application d'une pénalité forfaitaire de 2 000 € HT par évènement.

4-2.4. Pénalités relatives à la sécurité des travailleurs.

Une pénalité de 1 000 euros sera appliquée en cas de manquement constaté aux règles de sécurité définies dans le marché. Ces pénalités seront appliquées sur le contrôleur désigné par le RPA ou son représentant.

4-2.5. Pénalité pour non respect des clauses sociales.

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de 50 € par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-respect des prescriptions fixées à l'article 10 pour la production mensuelle des justificatifs liés à la clause sociale d'insertion, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par document et par jour, à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

En cas de non remise du tableau récapitulatif selon les modalités définies à l'article 10, le titulaire encourt une pénalité de 50 euros par jour ouvré.

4-2.6. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d’alerte défini à l’article 1.6.4 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 5 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1 du CCAG, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. QUALITE, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres États membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au maître d'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres États membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45 011).

Le titulaire du marché devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amointrissent en aucune manière le fait que la norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître de l'ouvrage avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXECUTION DU MARCHE

7-1. Période de préparation

Le marché ne fixe pas de période de préparation. Si la mise en œuvre d'une période de préparation s'avère nécessaire, elle sera précisée dans le bon de commande.

7-2. Programme d'exécution

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

Le calendrier des travaux de maintenance préventive est fixé d'un commun accord avec l'administration.

7-3. Conditions d'exécution

7-3.1. Obligations auxquelles doit se soumettre le titulaire lors des interventions

- dès la notification du marché et avant toute intervention, le titulaire doit prendre contact avec les ASP (Assistant Sécurité Prévention) de l'AGER pour élaboration conjointe d'un plan de prévention ;
- être porteur pour les personnels intervenant, des équipements de sécurité obligatoire ;
- les véhicules d'intervention doivent être équipés d'un gyrophare et de signalisation de visibilité conforme de jour comme de nuit, en application du guide du CEREMA concernant la signalisation temporaire sur voies rapides.

7-3.2. Installation des chantiers du titulaire

Sans objet.

7-3.3. Prise en charge des fournitures

L'entrepreneur est tenu de fournir les notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'ouvrage et ce dans les délais prévus par celui-ci.

7-3.4. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

Les stipulations du CCGSE sont applicables

7-3.5. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du pouvoir adjudicateur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations.

Les stipulations du CCGSE doivent être respectées.

7-3.6. Mise à disposition de matériels par le pouvoir adjudicateur

Sans objet.

7-3.7. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements, objet du marché.

Il déclare prendre en charge les installations sans réserve.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge du pouvoir adjudicateur.

7-3.8. Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison et sans supplément de prix toute la documentation et ses éventuels rectificatifs rédigées en **langue française** nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures livrées et leurs maintenances éventuelles.

7-3.9. Revendications des tiers

Sans objet.

7-4. Conditions d'intervention

Conformément au CCTP.

7-5. Formation

Sans objet.

7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Sans objet

ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES

Les stipulations du CCAG sont seules applicables

8-1. Essais et contrôles des prestations

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-2. Réception

Une réception est effectuée à l'issue de chaque commande.

Les opérations de vérification seront exécutées par le RPA pour le compte duquel la prestation est réalisée.

Par dérogation aux articles 27 à 29 du Cahier des Clauses Administratives Générales « fournitures courantes et services », les modalités de vérification et d'acceptation des prestations sont précisées comme suit :

8-2.1. Vérifications

Quantitatives :

Elles ont pour but de contrôler que toutes les pièces (documents et fichiers informatiques) prévues dans la commande ont été livrées. Elles seront effectuées dans un délai de quarante-huit heures à compter de la date de dépôt de livraison.

Qualitatives :

Elles ont pour objet de contrôler la conformité des prestations exécutées avec les spécifications du marché et de la commande. Elles seront effectuées par la personne responsable du marché (ou son représentant) dans un délai de quinze jours ouvrés à compter de la date de dépôt de la livraison.

8-2.2. Acceptation

L'acceptation sera prononcée par le RPA pour le compte duquel la prestation est effectuée.

Si la prestation réalisée n'est pas conforme aux stipulations du marché, le titulaire est mis en demeure d'achever la prestation dans un délai fixé par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Ce délai ne fait pas obstacle à l'application des pénalités de retard prévues à l'article 4-2. du présent CCAP.

Passé le délai de quinze jours pour les vérifications qualitatives, l'acceptation de la prestation livrée est réputée acquise.

Toute acceptation explicite ou implicite est prise sous réserve de vices cachés.

8-3. Documents fournis après exécution

Les plans et documents à remettre par l'entrepreneur à la personne publique doivent être présentés suivant les modalités définies ci-dessous :

- la remise dans un délai de 48 heures d'un compte-rendu de dépannage;
- la remise à jour de la documentation technique (fiche d'identification, plan, diagramme, etc.);
- plan de recollement.

Ces plans et documents resteront la propriété de l'administration.

Les bons de commande précisent les documents à fournir après exécution ainsi que les modalités de leur remise.

8-4. Garantie(s)

8-4.1. Garantie des prestations

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.2. Garantie de suivi de la documentation

Sans objet.

8-4.3. Garanties particulières

Sans objet.

ARTICLE 9. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le pourcentage visé à l'article 42 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières d'après l'article L 2112-2 du Code de la Commande Publique.

L'éligibilité du public doit être validée avant la mise en emploi par le facilitateur ci-dessous désigné.

10-1. Publics visés et volume horaire d'insertion à réaliser

- les demandeurs d'emploi de longue durée ;
- les allocataires de minima sociaux ou leurs ayants droits ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les jeunes de Niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance » ;
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet.
- En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé du facilitateur de la clause sociale, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

10-2. Volume d'heures réservé à l'insertion pour l'exécution du marché

Il sera obligatoirement réservé à ces personnes, à l'occasion de l'exécution du marché, au minimum de 450 heures d'insertion du temps total de main d'œuvre nécessaire à la production des prestations (soit l'équivalent de 3 mois de travail).

10-3. Les modalités de l'insertion

Le titulaire désignera un référent qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur. Un projet d'insertion sera proposé par l'attributaire à l'attribution du marché.

Dans le cadre de son engagement, plusieurs modalités d'exécution sont offertes à l'entreprise.

L'accompagnement de l'action :

Pour ce faire, l'entreprise s'appuie sur le facilitateur afin de valider l'éligibilité du public et la réalisation des heures d'insertion.

En outre, le facilitateur a pour missions :

- d'informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- d'accompagner l'entreprise dans la définition de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences) ;
- d'identifier et de positionner, en lien avec les structures prescriptrices, le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion et organiser le suivi des publics en emploi ;
- d'informer et d'orienter le cas échéant sur l'offre d'insertion par l'activité économique (IAE) du territoire concerné par la spécificité du marché ;

- de suivre l'application de la clause et d'évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

Contact : Véronique MARCHAND – Développeuse de projets locaux et référente clause sociale
Port. 06 74 17 80 45 - Tél. 01 60 44 06 66
E-Mail : v.marchand@initiatives77.org

La facilitatrice s'engage à :

- Collaborer avec les autres coordinations départementales et ou facilitateurs.
- Leur transmettre les éléments nécessaires au bon fonctionnement du dispositif de la clause sociale d'insertion.

10-4. Le suivi et l'évaluation de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le maître d'œuvre.

Le titulaire du marché remettra mensuellement à la DiRIF et au facilitateur ci-dessus désigné, les justificatifs liés à la clause sociale d'insertion (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4-2.5 du présent CCAP.

Si le titulaire choisit de faire réaliser un certain nombre d'heures à travers le recours à la sous-traitance, il devra remettre au maître d'ouvrage et au facilitateur le projet d'insertion réajusté et la ventilation des heures choisie. A défaut de présentation du projet réajusté, le maître d'ouvrage se réserve le droit de ne pas valider les heures réalisées dans ce cadre.

En tout état de cause, le titulaire doit informer, le plus rapidement possible, le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, s'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre.

L'exécution de la clause pourra faire l'objet d'un suivi en réunion de chantier.

A l'échéance du marché, le titulaire devra fournir au maître d'ouvrage le tableau récapitulatif des heures d'insertion réalisées attesté par le facilitateur.

ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-2.3	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
CCAP 1-3	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
CCAP 1-8.4,4	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-3	déroge à l'article	14.1 du CCAG
CCAP 3-3-4	déroge à l'article	10.2.2 du CCAG

CCAP 1-2.3	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
CCAP 4-2	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
CCAP 4-2.1	déroge à l'article	14.1.2 du CCAG
CCAP 4-2.2	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG
CCAP 5-2	déroge à l'article	11.1 du CCAG
CCAP 8-2	déroge aux articles	27 à 29 du CCAG
CCAP 9	déroge à l'article	41.2 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

Sans objet.

c) Normes françaises homologuées

Sans objet.

d) Autres normes

Sans objet.